

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORPAPER AVOT-VALLEE SAS**

71 rue Jean Jaures BP 33049  
BLENDECQUES  
62575 Blendecques

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\NORPAPER AVOT  
VALLEE\_Blendecques\_0007000489\2\_Inspections\2025 06 06 AN25 sobriété hydrique  
Code AIOT : 0007000489

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement NORPAPER AVOT-VALLEE SAS implanté 71 rue Jean Jaures BP 33049 BLENDECQUES 62575 Blendecques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action ciblée sur le respect des exigences "sécheresse" et réalisée de façon inopinée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORPAPER AVOT-VALLEE SAS
- 71 rue Jean Jaures BP 33049 BLENDECQUES 62575 Blendecques

- Code AIOT : 0007000489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NORPAPER AVOT VALLÉE, implantée à BLENDÉCQUES, est spécialisée dans la fabrication de papier pour ondulés. Elle dispose de :

- 3 lignes de préparation de pâte à papier à partir de vieux papiers ;
- 1 unité de désencrage de vieux papiers d'une capacité de 120 t/j ;
- 3 machines à papier d'une capacité totale de 350 t/j.

La production annuelle est d'environ 160 000 t de papier pour une consommation d'eau d'environ 1,3 million de m<sup>3</sup> par an.

Pour les besoins de sa fabrication, la société NORPAPER AVOT VALLÉE exploite des dépôts de vieux papiers, cartons et produits finis. L'inspection a porté sur le zone extérieure de dépôt des vieux papiers, lieu du sinistre.

Le site est soumis à autorisation par arrêté préfectoral du 20 août 1999 modifié.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral plaçant le département 62 en situation de vigilance	Arrêté Préfectoral du 19/05/2025	Sans objet
2	AM relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Action sécheresse	AP Complémentaire du 16/12/2022, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bassins versants Audomarois et Delta de l'Aa sont placés en vigilance sécheresse par AP du 19/05/2025.

L'exploitant en a parfaitement connaissance et l'information du personnel sur le site est réalisée.  
Le plan d'action sécheresse est disponible et a été fourni à la DREAL en 2023.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Arrêté préfectoral plaçant le département 62 en situation de vigilance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2025
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété hydrique - vigilance
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 1 : dans le département du Pas de Calais les bassins versants de l'Audomarois et du delta de l'Aa sont placés en vigilance sécheresse

#### Article 3 - mesures d'information

La situation de vigilance n'impose aucune mesure de restriction mais invite les usagers à réduire leurs consommations d'eau, et à éviter les utilisations qui ne sont pas indispensables, afin de prévenir l'instauration de mesures de restriction.

Tous les usages sont concernés :...industriels.... Ils peuvent mettre en œuvre par anticipation les mesures applicables en situation de sécheresse figurant en annexe 1 de l'arrêté cadre en date du 31/05/2023 relatif à la mise en place de principe commun de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas d'étiage sévère de la ressource ou de risques de pénuries liés aux épisodes de sécheresse dans les bassins versants des départements 59 et 62.

#### Constats :

La visite d'inspection réalisée a une vocation pédagogique pour informer l'exploitant de l'entrée en période de vigilance et de ses conséquences.

L'exploitant a déjà connaissance de l'AP vigilance du 19/05/2025 (62) car il est abonné à VIGIEAU.

L'Inspection rappelle les conséquences de l'AP de vigilance :

Cet arrêté provoque la mise en application de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023 modifié qui indique : " *vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site* "

Le jour de la visite, l'information du personnel par affichage a déjà été réalisée : diffusion sur l'intranet du site auquel tout le personnel a accès et flash environnement spécifique sur l'entrée en vigilance sécheresse.

Le personnel du site questionné par sondage par l'Inspection a bien connaissance de l'entrée en vigilance sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : AM relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété hydrique vigilance

#### Prescription contrôlée :

Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;

- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bassins versants Audomarois et delta de l'Aa ont été placés en période de vigilance sécheresse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'affichage de la procédure écrite a été réalisé (voir point de contrôle précédent).</li> <li>- l'affichage préconise des mesures de bon sens sans fixer d'objectifs chiffrés à ce stade.</li> </ul> <p>L'Inspection informe l'exploitant sur les niveaux de gravité suivants définis dans l'AM du 30/06/2023 (alerte, alerte renforcée , crise) et leurs conséquences définies à l'article 2 de cet AM :</p> <p>" - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %." <p>Elle rappelle que le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des mesures différentes (à la hausse ou la baisse).</p> <p>Les réductions prévues par l'exploitant dans son flash environnement sont supérieures à celles de l'AM du 30/06/2023 et cohérentes avec celles de l'arrêté cadre interdépartemental (Nord et Pas-de-Calais) du 31/05/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance renforcée : 5%</li> <li>- alerte : 10 %</li> <li>- alerte renforcée : 20 %</li> <li>- crise : arrêt</li> </ul> <p>L'arrêté cadre interdépartemental (Nord et Pas- de-Calais) du 31/05/2023 est celui en vigueur à ce jour.</p> </li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Action sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/12/2022, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de transmission de l'étude
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan d'actions sécheresse demandé à l'article ci-dessus du présent arrêté sera adressé à l'inspection de l'environnement dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'action sécheresse a été remis en 2023 : document référencé "<i>plan d'actions sécheresse - révision 0 du 18/08/2023</i>".</p> <p>Les actions à mener en cas de vigilance consistent à des opérations de sensibilisation, limitation des consommations non indispensables, recherche des fuites et réparation, étude de modification des procédés de fabrication permettant des économies pérennes.</p>

Il n'y a pas d'objectif chiffré de réduction à ce stade, ce qui correspond aux exigences de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et de l'arrêté cadre interdépartemental du 31/05/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite